

Dans cette période de campagne électorale, l'Éducation Nationale est au cœur de nombreux débats. Si les mesures de ces dernières années ne sont pas satisfaisantes à bien des égards avec des réformes contestées (comme celle des rythmes scolaires ou celle du collège), les propositions de certains candidats apparaissent bien dangereuses pour le système éducatif. Dans ce contexte, la FSU continuera de porter son projet éducatif pour réduire les inégalités, pour assurer réellement la réussite de tous les jeunes et obtenir un investissement en conséquence.

La lutte contre les inégalités commence dans la classe. Pour maintenir une même ambition pour toutes et tous, il faut réaliser ce qui ne l'a été que très partiellement ou pas du tout. C'est-à-dire, dans le premier degré, doter le système éducatif des moyens nécessaires et donner les outils indispensables aux enseignants : de bonnes conditions de travail (dont les effectifs), la poursuite de la politique de scolarisation des moins de trois ans, des RASED complets. Le CAPPEI en l'état est pour la FSU totalement inacceptable. La formation dans les ESPE est la source de nombreuses souffrances tant elle est indigente : comment de jeunes collègues peuvent-ils, par exemple, se sentir prêts à enseigner le français avec six heures de didactique ? La Nièvre ne fait pas exception pour ce qui est des démissions de stagiaires. Un plan ambitieux de formation continue autre que magistère est également nécessaire. Les personnels attendent des améliorations de leurs conditions de travail pour se centrer sur ce que nous appelons le « cœur de métier ». Le temps de travail doit aussi être repensé notamment celui des directrices et directeurs qui souffrent d'épuisement professionnel.

Enfin, avec les mesures de carte scolaire qui nous sont proposées aujourd'hui, nous ne pouvons que constater que vous ne voulez pas réduire les inégalités dans les territoires, entre les enfants des villes qui ont une école à deux pas de chez eux et ceux des champs dont le nombre d'heures en dehors du domicile est dépendant des horaires de transport scolaire calés eux-mêmes sur ceux du collège. La FSU 58 défendra les écoles rurales contre les effets de la Convention signée en novembre 2015 que nous dénonçons à l'époque qui se révèlent cette année. Nous attendons, par conséquent, que soit réuni, comme il se doit, un comité de suivi de cette convention.

Dans le second degré, la crise de recrutement se poursuit, elle a des conséquences sur le remplacement qui devient de plus en plus problématique dans notre département. Il faut d'urgence revaloriser les enseignants et s'interroger sur une organisation qui multiplie les réunions, augmente inutilement leur charge de travail et provoque un sentiment de « travail empêché ». Les nouveaux parcours de carrière ne peuvent être qu'une première étape de la revalorisation salariale nécessaire.

Dans les collèges, cette année est marquée par la mise en œuvre de la réforme. Les situations de travail d'un collègue à un autre sont éclatées et bien peu de choses restent en commun à partager sur le métier. Les témoignages des enseignants et des CPE laissent parfois penser que plusieurs réformes s'appliquent. Le poids croissant des directions allant du choix des thématiques d'EPI ou des organisations d'AP imposées aux modalités de remplissage des bulletins, la charge de travail lourde et inédite générée par les nouveaux programmes, les emplois du temps dégradés constituent les marqueurs d'une réforme qui n'emportait pas l'adhésion de la profession en amont et ne convainc pas plus maintenant. À moins de six mois de la fin de l'année scolaire et de l'examen du DNB, les équipes sont encore dans l'attente d'un cadrage des modalités de préparation et de passage des épreuves orales du DNB. Ceci ne contribue pas à la sérénité des élèves et des enseignants en vue de l'examen.

Concernant la rentrée dans les collèges, la dotation globale du département diminue légèrement alors que la démographie reste préoccupante. Le H/E du département est ainsi en légère augmentation, mais cet indicateur cache des réalités contrastées et parfois préoccupantes en termes de dotation comme en terme d'effectif. Dans certains établissements, la dotation étudiée ce jour ne correspond pas au cadre des horaires officiels de la réforme du collège. Dans d'autres, les prévisions d'effectifs et les dotations attribuées nous interrogent et vont mettre les équipes enseignantes en difficulté. C'est dans ces établissements un bien mauvais signal qui est envoyé alors que les enseignants sont déjà épuisés.

Enfin nous voulons profiter de cette déclaration pour vous alerter sur la situation de la santé à l'école. L'absence de médecins scolaires est dramatique et la confusion des missions -notamment de prévention - provoquent du mal-être au travail chez les infirmières scolaires.

En cette fin de quinquennat, la déception des personnels de l'Éducation Nationale est à la mesure de l'espoir qu'ils avaient fondé dans les promesses présidentielles.